

Elections Législatives du 23 Juin 1968

ELECTRICES, ELECTEURS DE LA CIRCONSCRIPTION DE RIOM,

Le Centre Progrès et Démocratie Moderne

présidé par Jacques Duhamel

présente à vos suffrages :



Marcel AUBERT

Contrôleur de Sécurité

Notre choix s'est porté sur ce candidat en raison de sa **COMPETENCE** et de ses qualités d'**HOMME D'ACTION**.

COMPETENT, Marcel AUBERT l'est par sa formation et par ses fonctions qui le placent chaque jour au milieu des travailleurs, pour promouvoir et coordonner la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.

HOMME D'ACTION loyal et désintéressé, Marcel AUBERT ne mesure pas son temps ni sa peine dès lors qu'il faut **DEFENDRE UNE CAUSE JUSTE**, ou simplement **RENDRE SERVICE** : **DELEGUE SYNDICAL**, il est Membre du bureau de la Fédération Nationale des Cadres des Caisses de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales.

Marcel AUBERT est également Administrateur de la Fédération Départementale des Chasseurs du Puy-de-Dôme et Président de la Société de Riom.



Gisèle CHAMPOMIER

Agricultrice à Durmignat

n'est pas une inconnue pour les électeurs de la circonscription de RIOM puisqu'elle a déjà été suppléante de Léon BERNET-ROLLANDE, lors des élections législatives du 5 mars 1967.

Là encore, dévouement et désintéressement vont de pair avec une indiscutable compétence.

Mère de famille, Gisèle CHAMPOMIER est Membre du Comité directeur de la Fédération Nationale des **GROUPEMENTS DE VULGARISATION** du Progrès Agricole.

En votant Marcel AUBERT, vous éviterez la cassure de la France en deux blocs hostiles et vous contribuerez au renforcement du CENTRE, qui sera demain une puissante force de proposition et de changement, changement dans la politique comme dans les méthodes responsables des déchaînements que nous connaissons.

Pour le Comité Directeur du C.P.D.M.
Le Responsable Départemental : René CHIROUX

Chers Concitoyens,

A l'heure où j'écris ces lignes à votre intention, le sang coule, les libertés sont menacées, la violence s'installe dans de nombreuses villes de notre pays.

J'espère de tout mon cœur que lorsque ma profession de foi vous parviendra, la raison aura triomphé, le calme sera revenu et le dialogue instauré.

Les lamentables événements que nous vivons remettent en mémoire cette formule : «ce sera moi ou le chaos». Nous avons l'un et l'autre.

Pourquoi ? Parce que depuis dix ans on nous gouverne sans nous demander notre avis. Refusant tout dialogue, toute concertation, mais acceptant l'avis de technocrates irresponsables, donnant volontiers la leçon au monde, le Pouvoir n'a pas voulu voir ni entendre l'écho des drames qui se nouaient sous ses fenêtres.

Tous les problèmes relatifs à la **SECURITE DE L'EMPLOI**, au chômage grandissant, à l'asphyxie universitaire, à l'insuffisance des investissements industriels, à l'incohérence des marchés agricoles ont été traités sans la participation des intéressés.

Maintenant que les Français ont crié leur réprobation et leur colère, on nous demande de choisir entre **UNE MAJORITE INCONDITIONNELLE RENFORCEE ET UN REGIME DOMINE PAR LE PARTI COMMUNISTE**.

Entre ces extrêmes, le **CENTRE PROGRES et DEMOCRATIE MODERNE** constitue la seule force d'équilibre capable de rassembler pour construire.

Désormais, aucun domaine ne doit être réservé. Nos représentants élus entendent être consultés sur les options politiques et économiques qui conditionnent la vie de notre pays, le dialogue et la concertation étant la condition de notre participation.

Nous voulons que la **LIBERTE DE PENSEE ET D'EXPRESSION** soit assurée pour tous, et non pas seulement pour ceux qui partagent les opinions des maîtres du moment, quels qu'ils soient.

Nous voulons une **INFORMATION OBJECTIVE**, mais nous n'avons aucune envie de voir la publicité de marques s'installer sur les écrans de la Télévision Nationale.

Les Ordonnances prises dans le cadre des pouvoirs spéciaux commencent à produire leurs effets.

Les **ASSURES SOCIAUX** paient davantage mais reçoivent moins. Nos **STATIONS THERMALES** en apprécient le «bénéfice».

Les salaires viennent d'être augmentés. Par contre, les «rentes de survie» allouées à **NOS ANCIENS** sont restées stables, ils reçoivent toujours 6 francs et quelques centimes par jour.

En ce qui concerne l'emploi, c'est, croyons-nous, une **grave erreur** de susciter, de faciliter les **CONCENTRATIONS D'ENTREPRISES** et cela sous deux aspects au moins.

1°) - **Au point de vue humain** - Les concentrations d'entreprises, **AGRICOLES ou INDUSTRIELLES**, supposent d'importants déplacements de personnes, de véritables transplantations de population toujours regrettables.

2°) - **Au point de vue économique** - Nos moyens de fabrication ne sont pas utilisés à 100 %, il s'en manque de beaucoup. Ils peuvent être aisément améliorés. C'est donc une **erreur de vouloir concentrer les moyens de production**. Il ne faut absolument pas fermer nos petites et moyennes entreprises mais, au contraire, les développer et les multiplier. Il faut aider à l'adaptation de nos **EXPLOITATIONS AGRICOLES** par une véritable politique régionale de **DEVELOPPEMENT**. Bien entendu, cela suppose une amélioration sensible des structures : routières, scolaires, socio-culturelles, mais la survie de nos campagnes est à ce prix.

Nos productions agricoles et industrielles sont de qualité et le problème Français à l'heure actuelle n'est pas de produire mais de vendre.

Nous devons donc concentrer nos moyens de vente, d'achat, de recherche et d'études (études des marchés nationaux et internationaux, études des méthodes, des fabrications, etc.). Les besoins en ces matières sont considérables et susceptibles de fournir du travail à une jeunesse nombreuse et instruite.

La machine doit être au service de l'homme. Il est normal, il est juste que **LES FRUITS DE L'EXPANSION** bénéficient d'abord au monde du travail, mais pour cela il est essentiel d'instaurer, afin d'obtenir la participation de tous :

- une meilleure **information** portant sur la politique générale des entreprises ;
- une **formation** bénéficiant à tous les travailleurs, pour leur permettre d'assurer responsabilités et initiatives ;
- une **concertation** suscitant des échanges des vues, des questions et des suggestions.

L'ENSEIGNEMENT doit, lui aussi, opérer ses mutations et adaptations et déboucher sur une **réelle démocratisation**. Il ne saurait être question ni de bâcler de telles réformes, ni d'en différer l'étude approfondie, étude à laquelle il est essentiel d'associer étudiants, professeurs et parents d'élèves.

La position des **CENTRISTES** à propos de la **CONSTRUCTION de L'EUROPE**, économique d'abord, politique ensuite est bien connue. Cette construction est désormais inéluctable et c'est grâce à elle que nos jeunes trouveront la prospérité et un **IDEAL POLITIQUE A LA DIMENSION DE NOTRE TEMPS**.

Par vos suffrages, vous direz OUI à la force novatrice de réconciliation que je suis chargé de représenter dans l'Arrondissement de Riom.

Marcel AUDEBERT,